

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 3 (1975)

DOI: 10.11588/fr.1975.0.48817

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

W. HAHLOWEG (Ed.), *Der Friede von Brest-Litowsk – Ein unveröffentlichter Band aus dem Werk des Untersuchungsausschusses der Deutschen Verfassungsgebenden Nationalversammlung und des Deutschen Reichstages – Düsseldorf (Droste Verlag) 1971, 738 p.*

»Diktat« pour les Soviétiques, au même titre que le sera le traité de Versailles aux yeux des Allemands, la paix séparée russe a toujours été ressentie en France comme une véritable »trahison«. La critique des conséquences diplomatiques et militaires du traité de mars 1918 fut d'autant plus amère que la France était entrée en guerre pour honorer son alliance avec la Russie tsariste. La révolution de février 1917 avait encore laissé subsister l'espoir que la nouvelle Russie renforcerait le front des démocraties qui combattaient les Empires centraux. L'accès des Bolcheviks au pouvoir fut, au contraire, interprété en France comme le signe avant-coureur de l'abandon du combat. Enfin, le traité de Brest-Litovsk devait confirmer les craintes qui s'étaient faites jour depuis le retour de Lénine en Russie, avec l'aide tacite de l'Etat-Major et du gouvernement allemands. Jusqu'à la fin de la guerre, l'opinion publique française ne s'intéressera, en fait, à la Révolution russe que dans la mesure où celle-ci pouvait avoir des conséquences sur l'enjeu vital, l'issue de la guerre, et la paix séparée russe semblait justement permettre aux Allemands de réduire leurs troupes sur le front Est et d'accentuer la menace qui pesait sur la France, lors de la grande offensive du printemps 1918.

Le recueil de documents édité par l'historien allemand Werner HAHLOWEG permet d'apprécier avec plus d'exactitude l'enjeu véritable et les conséquences réelles du traité de Brest-Litovsk. Au lendemain de la défaite allemande, une commission d'enquête du Reichstag fut chargée de réunir une documentation aussi complète que possible sur les causes et les conséquences de la première guerre mondiale. Le problème de la paix germano-soviétique retint tout naturellement l'attention des parlementaires allemands, et c'est cette partie des travaux de la commission qui fait l'objet de la présente publication. A côté des procès-verbaux des négociations, et de notes et rapports diplomatiques, on y trouve un grand nombre d'articles de presse auxquels les annotations manuscrites de l'Empereur Guillaume II confèrent parfois un intérêt savoureux. Enfin, une autre source de première importance est constituée par les messages radiophoniques qui permettent d'appréhender un nouvel instrument de communication diplomatique et de propagande révolutionnaire dont les Soviétiques se sont servis au cours des négociations de paix.

Sur le fond de la question, le présent recueil de documents n'apporte pas de faits vraiment nouveaux, car depuis une quinzaine d'années le traité de Brest-Litovsk a fait l'objet de plusieurs ouvrages historiques. Du côté allemand, les études les plus importantes sont sans doute celles de BAUMGART (*Deutsche Ostpolitik 1918 – Von Brest-Litowsk bis zum Ende des Ersten Weltkrieges*, 1966) et de ROSENFELD (*Sowjetrußland und Deutschland 1917–1922*, 1960) tandis que du côté soviétique l'étude récente de ČUBARJAN, *Brestkij Mir*, 1964) complète utilement l'ouvrage plus ancien de KOBLJAKOV (*Ot Bresta do Rapallo*, 1956). Par ailleurs, les documents allemands publiés par des historiens français (Alle-

magne et le problème de la paix pendant la première guerre mondiale – Documents extraits des Archives de l'Office Allemand des Affaires Etrangères, 1962) les documents du Ministère des Affaires Etrangères soviétiques (Dokumenty vnešnej politiki SSSR, Tome I, 1957) ainsi que la documentation conjointe des Ministères soviétique et est-allemand (Deutsch-sowjetische Beziehungen von den Verhandlungen in Brest-Litowsk bis zum Abschluss des Rapallovertrages, Bd. I 1917–1918, 1967) contenaient déjà un certain nombre des textes présentés ici. Les travaux même de la commission parlementaire n'étaient d'ailleurs pas complètement inaccessibles puisque les microfilms établis après la deuxième guerre par les Alliés en contenaient déjà une sélection (Catalogue of files and microfilms of the German Foreign Ministry Archives, 1867–1920, 1959). Toutefois l'édition de HAHLOWEG a l'immense mérite de tenir compte de toutes les publications antérieures et d'intégrer dans la présentation des textes l'essentiel des études historiques consacrées à la paix de Brest-Litovsk. L'ensemble de l'ouvrage constitue ainsi un instrument de travail extrêmement valable, permettant d'approfondir tous les aspects de cette paix séparée ainsi que son impact sur la poursuite de la guerre.

L'image de Brest-Litovsk qui ressort de la lecture des documents est finalement celle d'un acte diplomatique aux conséquences très inégales pour les deux parties contractantes. Du côté soviétique, la question essentielle en 1918 est le salut de la Révolution russe et, sur ce point, Lénine réussira à l'issue d'un débat déchirant entre les dirigeants bolcheviks d'imposer son point de vue. Cette paix, sans nul doute, est une humiliation inouïe pour le pouvoir soviétique et lui inflige des sacrifices territoriaux et matériels immenses, mais sans la paix que Lénine a appelée de tous ses vœux dès le premier jour du pouvoir des Soviets, par son célèbre Décret du 8 novembre 1917, le «Krach» de la Révolution paraît certain. En attendant le soulèvement du prolétariat international dans lequel Lénine met finalement tout son espoir, il s'agit donc de consolider le pouvoir bolchevik à l'intérieur en gagnant un répit indispensable à l'extérieur.

Pour les Empires centraux, la paix séparée russe a incotestablement allégé les difficultés alimentaires mais, sur le plan militaire, elle n'a pas donné tous les résultats escomptés. En fait, le Haut-commandement allemand n'a pas tiré grand profit du traité, dans la mesure où il se voyait contraint de laisser de gros effectifs sur le front oriental. L'exécution de ce traité dont les clauses avaient été imposées par la force donnait lieu à des difficultés, et un revirement du gouvernement soviétique ne paraissait pas exclu. En juin 1918, Ludendorff envisagera même de rouvrir les hostilités et de renverser le gouvernement bolchevik afin de mieux assurer les arrières allemands. En fait, le gouvernement et l'Etat-Major allemand, décidés à de larges annexions de territoires, n'ont pas aperçu l'intérêt d'une paix de conciliation qui leur aurait permis de reporter plus largement leur effort militaire vers le front occidental. Ainsi, le bilan de Brest-Litowsk apparaît presque entièrement négatif pour les négociateurs allemands qui ont préféré imposer un «diktat» plutôt que de poser les bases d'un compromis viable. La commission d'enquête du Reichstag ne s'est d'ailleurs pas trompée à cet égard et les jugements portés par les députés de tous les partis représentés dans la Commission condamnent la façon dont la politique allemande a mené les

négociations. Le traité de Brest-Litovsk apparaît ainsi en dernière conséquence comme un épisode peu glorieux des relations germano-soviétiques au cours duquel la volonté arbitraire du vainqueur a écarté toute possibilité d'établir un règlement de paix acceptable pour les deux côtés.

Renata BOURNAZEL, Paris

Friedrich von BERG als Chef des Geheimen Zivilkabinetts 1918, Erinnerungen aus seinem Nachlaß, bearbeitet von Heinrich POTTHOFF, Düsseldorf 1971 (Droste) 8<sup>o</sup>, VI-234 S.

Der Band gehört zu den »Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien« und ist in deren Reihe »Von der konstitutionellen Monarchie zur Parlamentarischen Republik« veröffentlicht. Einem Vorwort der Herausgeber (W. CONZE und E. MATTHIAS) folgt eine längere Einleitung aus der Feder des Bearbeiters (H. POTTHOFF), dieser schließen sich die kommentierten Aufzeichnungen Friedrich von Bergs an; eine ergänzende knappe Dokumentation anderweitiger archivalischer Herkunft ist beigegeben.

Die Einleitung gibt zunächst einen Überblick über Geschichte, Aufbau und Funktion des Geheimen Zivilkabinetts, einer Institution, die eine Mittlerrolle zwischen dem Monarchen und den zivilen Behörden einnahm und über große Einflußmöglichkeiten verfügte. Die ausgezeichnete Darstellung ist notwendige Voraussetzung für das Verständnis der Tätigkeit seines vorletzten Chefs. Ein längerer biographischer Abriß unterrichtet über dessen Leben und Wirken; er veranschaulicht eine zweifellos bedeutende Persönlichkeit.

Friedrich von Berg (1866–1939) entstammte einer Junkerfamilie Ostpreußens. Von der Vorstellungswelt seiner Kaste geprägt, nicht ohne Dünkel, von schroffem Wesen, war er dennoch eine aufrechte und innerlich vornehme Natur. Der berufliche Werdegang des etwas bürokratischen Verwaltungsbeamten verlief in den üblichen Bahnen. Er gehörte noch einer Generation an, für die der Deutsche Kaiser zuerst König von Preußen war. Dem angestammten Königshause hing er in treuer Gesinnung an, doch war er nicht blind ergeben. Berg verstand Wahrheiten zu sagen. Mit dem Kaiser verband ihn ein freundschaftliches Verhältnis. Der tüchtige Verwaltungsbeamte war seit 1916 Oberpräsident seiner Heimatprovinz Ostpreußen. Die dienstliche Tätigkeit brachte Berg in Kontakt zu Hindenburg. Rasch bildete sich ein später alle Wechselfälle überdauerndes Vertrauensverhältnis. Der Gedankenaustausch zwischen den beiden Männern beschränkte sich nicht auf theoretische Diskussion aktueller politischer Fragen; bald wurden, zumal nach Hindenburgs Ernennung zum Generalstabschef des Feldheeres, konkrete Maßnahmen erörtert, wie man die von Berg geteilten politischen Vorstellungen der Obersten Heeresleitung gegenüber dem Kaiser und den zivilen Reichsbehörden stärker zur Geltung bringen könnte. Die Identität der Auffassungen führte bei dem Konflikt zwischen OHL und der Reichsregierung im Januar 1918 zur Ernennung des Oberpräsidenten von Ostpreußen zum Chef des Geheimen Zivilkabinetts, in dem er bereits früher tätig war. Das Bündnis